

**Communiqué de presse**

**du 1er décembre 2009**

**Enquête Eurochambres 2010 auprès des entreprises luxembourgeoises**

**La récession de 2009 plombe l’emploi et fragilise l’investissement en 2010**

**Résumé**

* La crise financière et économique est la plus importante que traverse le Grand-Duché depuis l’après-guerre. Les estimations de croissance pour 2008 ont été revues légèrement à la hausse pour tabler désormais sur une stagnation. **Pour 2009, comme c’est le cas de la quasi-totalité des pays européens, les prévisions officielles pour le Grand-Duché tablent sur une récession, avec un taux de croissance compris entre -3,6% (Commission européenne) et -3,9% (STATEC)**. Il n’est en outre pas prévu de retour à une croissance luxembourgeoise bien supérieure à celle des Etats européens dans le moyen terme, ce qui pose des défis pour les finances publiques en grave déficit, la soutenabilité du système de pension et la sécurité sociale.
* **Les résultats de l’enquête Eurochambres 2010 corroborent largement les prévisions précitées. Ils illustrent un pessimisme relatif des entreprises luxembourgeoises quant à l’évolution à venir de l’environnement économique**. L’enquête a été conduite pendant les 1ère et 2e semaines d’octobre 2009. Les indicateurs relatifs aux résultats attendus pour l’année 2009, année de crise par excellence, sont particulièrement défavorables. **Pour 2010, les entrepreneurs n’excluent pas qu’un retournement de la tendance** baissière qui semble s’atténuer depuis le second semestre 2009 puisse advenir dès l’année prochaine et, partant, signifier une légère reprise économique.
* **Les indicateurs d’évolution de l’emploi attendue en 2010 sont globalement défavorables**, particulièrement pour ce qui concerne le secteur manufacturier. Cet état de fait est à mettre en perspective eu égard aux **prévisions inquiétantes de moindre croissance de l’emploi au Luxembourg**, voire de destruction d’emplois (-1,3% en 2010 prévu par la Commission européenne). La proportion des entrepreneurs qui sont pessimistes quant au futur nombre de leurs salariés atteint un nouveau record, avec un pourcentage de 18,3%, légèrement supérieur aux 17,8% de l’enquête EES2009. Ce triste record est également à nouveau à nuancer vu la forte part des entreprises qui, au contraire, s’attendent à une stabilité de leurs effectifs (65,5%, c'est-à-dire près des deux tiers). L’économie luxembourgeoise est principalement composée de PME qui participent à une certaine stabilisation des effets de la crise, même si elles sont aussi vulnérables compte tenu du contexte conjoncturel. Par ailleurs, les mesures gouvernementales de maintien dans l’emploi et de soutien à l’activité ont amorti les effets de la crise qui auraient pu être beaucoup plus virulents.
* **En matière de prévisions d’investissement, les perspectives ne sont pas meilleures que celles suggérées dans l’enquête précédente.** La chute prévisible des investissements, telle que les indicateurs afférents l’annonçaient, s’est confirmée. La reprise de l’investissement devrait être molle en 2010. Concernant, l’indicateur relatif à l’évolution des investissements en 2009, le taux de réponse « en baisse » a presque doublé en un an (de 16,2% à 31%) et le pessimisme a par conséquent fait s’infléchir la balance afférente. Par ailleurs, seules 20,1% des entreprises avaient en 2009 **l’intention d’accroître leurs investissements.** Elles sont un an après en proportion à peine plus à penser pouvoir le faire en 2010 (21%), au point que la balance d’optimisme (+0,5 point) est à peine supérieure à celle de l’enquête précédente (-0,4 point). Ces résultats n’incitent pas du tout à la confiance et ne peuvent être considérés comme encourageants.
* Les perspectives, notamment d’investissement, sont à mettre en regard avec **les indicateurs relatifs au climat des affaires qui témoignent, au niveau national, de la frilosité et des inquiétudes des entreprises** ainsi que de la prudence quant à une reprise économique encore non garantie. Pour autant, tous les aspects des résultats afférents ne sont pas complètement négatifs. Certes, le contexte demeure difficile pour inciter les entrepreneurs à investir massivement, mais les pouvoirs publics ont pris nombre d’initiatives à court terme (mesures fiscales, investissements publics…) qu’il faut saluer et qui ont indubitablement limité les effets néfastes de la crise, notamment pour soutenir la demande. Du fait du plan de relance, les effets de la crise au Luxembourg ont été décalés, effets dont les conséquences seront durables sur la demande et, partant, sur la croissance économique. Il demeure beaucoup d’incertitudes, surtout en matière de réformes structurelles nécessaires au renforcement, voire au retour de la compétitivité nationale.
* Les résultats de l’enquête Eurochambres ne sont pas homogènes au niveau européen. Il faut en effet **distinguer parmi les Etats membres de l’Union européenne (UE) entre les pays qui** ont subi la crise en 2009 et qui, suite aux mesures de relance et aussi aux réformes structurelles engagées, **voient leurs entrepreneurs exprimer de la confiance eu égard à une possible reprise** en 2010, **et des pays comme le Luxembourg qui,** dépendant largement de la demande internationale de biens et services, **manifestent beaucoup moins d’optimisme au sujet d’un timide redémarrage économique**.

**Méthodologie**

L'objectif de l'enquête est d’apprécier l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique en 2009 et d’avoir connaissance des prévisions des entreprises pour l’année 2010. La reconduction annuelle de cette étude auprès du même panel d’entreprises permet de mettre en évidence les changements intervenus d’une année sur l’autre. Comme l’enquête est réalisée dans les pays de l’Union européenne, ses résultats rendent possible la comparaison du climat économique luxembourgeois avec celui des autres pays européens.

Le panel compte 1.022 entreprises du secteur industriel et manufacturier ainsi que du secteur des services. Parmi les entreprises interrogées, 754 ont répondu à l’édition 2010 de l’enquête Eurochambres (taux de réponse : 73,7%). L’échantillon, qui inclut les entreprises d’au moins 10 salariés, est représentatif de tous les secteurs de l’économie luxembourgeoise, exception faite de l’agriculture, de la santé et de l’administration. 33,2% des sociétés interrogées évoluent dans le secteur industriel et 66,8% dans celui des services. L’économie du Luxembourg se compose principalement d’un tissu de petites et moyennes entreprises. Partant, afin d’en donner une idée la plus pertinente et la plus réelle possible, les résultats ont été pondérés par un coefficient qui prend en compte les secteurs d’activité divisés en 7 catégories de la nomenclature européenne NACE-REV ainsi que le nombre de salariés répartis en 6 catégories. Il en résulte un nombre total d’entreprises de 3822. Les résultats sont ainsi supposés s’appliquer à toute société luxembourgeoise correspondant aux critères de l’étude.

Les résultats de l’enquête 2010 peuvent être consultés sur le site de la Chambre de Commerce ([www.cc.lu](http://www.cc.lu), volet luxembourgeois) et sur celui d’Eurochambres ([www.eurochambres.eu](http://www.eurochambres.eu), volet européen). Les personnes intéressées peuvent commander le dossier complet des résultats auprès du Département Economique de la Chambre de Commerce (tél. : 42 39 39 – 350, e-mail : eco@cc.lu ).

**L’évolution des indicateurs de l’enquête Eurochambres 2010**

1. Chiffre d’affaires total : un effondrement en 2009, auquel pourrait faire suite une reprise encore incertaine en 2010

• Les données relatives au chiffre d’affaires sont vues à travers deux composantes qui sont les ventes réalisées au niveau national et les exportations. Là encore, c’est le pessimisme qui prévaut du côté des entrepreneurs, tant en ce qui concerne les ventes réalisées en 2009 que les chiffres d’affaires prévus pour 2010. **Le solde du chiffre d’affaires total réalisé en 2009 est largement inférieur à celui atteint en 2008** (baisse de +19,4 points à -24,3 points). Sa dégradation est largement imputable au secteur de l’industrie pour lequel l’indicateur tombe à -31,2 points. Les balances afférentes expriment ainsi une forte détérioration des résultats des entreprises nationales en termes de revenus générés par leurs activités, et ce au cours d’une année exceptionnellement difficile. Ces résultats étaient prévisibles dans la mesure où l’enquête EES2009 faisait état de prévisions au titre des chiffres d’affaires 2009 particulièrement déprimées (indicateur à -3,2 points), surtout pour ce qui concernait le secteur manufacturier (-15,7 points). Les résultats pour l’année 2009 auront donc confirmé lesdites prévisions.

• **Concernant les indicateurs de prévisions pour 2010, la plus grande prudence doit rester de mise. Ces derniers sont certes en général beaucoup moins pessimistes que les indicateurs de résultats** (par exemple, +0,5 point pour la balance totale relative au chiffre d’affaires attendue en 2010, comparé à -24,3 points pour ce qui est du résultat 2009). Nombre d’indicateurs sont même de signe positif, qu’ils concernent le marché intérieur ou les débouchés internationaux (par ex. +16,7 points pour la prévision de chiffre d’affaires 2010 pour le secteur de la finance et des activités assimilées[[1]](#footnote-1), +2,3 points concernant les ventes nationales du secteur manufacturier – hors produits métalliques, machines et matériels de transport). Pour autant, il demeure un grand nombre de soldes négatifs qui illustrent, malgré des niveaux moins catastrophiques qu’avec les balances de résultats précédemment évoquées, une tendance au pessimisme qui ne peut que nourrir des incertitudes sur l’évolution possible pour 2010 : solde de -15,5 points pour le secteur manufacturier en termes de prévision de chiffre d’affaires national, -20,5 points pour le seul secteur de la construction, -3,4 points pour ce qui concerne les entreprises qui n’exportent pas.

1. Marché de l’emploi : une reprise n’est pas envisageable en 2010. La plupart des entrepreneurs s’attendent malgré tout à une stabilité de leurs effectifs

• La crise ayant produit ses effets, y compris en matière de déséquilibre du marché du travail, la Commission européenne prévoit **un taux de croissance de l’emploi fortement diminué en 2009, de l’ordre de 1,1%, et négatif en 2010, atteignant -1,3%**. Cette tendance pourrait en outre être durable puisque les prévisions pour 2011 convergent vers un scénario de taux de croissance nul. Le Gouvernement, quant à lui, prévoit +1% en 2009 et -0,6% en 2010 (projet de budget 2010). Les enseignements de l’enquête Eurochambres sont conformes à ces chiffres puisque **l’indicateur global d’évolution de l’effectif des entreprises entre 2008 et 2009 s’effondre littéralement** de 31 points en tout pour atteindre -10,4 points, du jamais vu depuis le lancement de l’enquête Eurochambres. La prévision d’évolution de l’emploi de l’année dernière était plutôt sombre, étant passée en un an de +20,6 points à -1,6 point, et, partant, il fallait s’attendre à des résultats défavorables de ce point de vue. Toutefois, les résultats défavorables dépassent largement les prévisions, et ce pour tous les secteurs d’activité pris en compte (-21,4 points pour le secteur industriel des produits métalliques, des machines et matériels de transport, -5,2 points pour celui des autres manufactures, -19,6 points pour le secteur de la construction pour ne citer que ces exemples).

• **En matière de prévisions d’emploi pour 2010, l’indicateur global est certes négatif, mais bien moins que l’indicateur de résultat** (-2 points contre -10,4 points). Il est très proche de l’indicateur évalué dans l’enquête EES2009 (-1,6 point). Les anticipations demeurent donc assez stables dans un contexte économique qui s’est pourtant considérablement dégradé depuis la fin 2008. Est-ce à dire que c’est la prudence plutôt que le pessimisme excessif qui prévaut, rien n’est moins sûr ? Il est un fait, comme cela a été indiqué auparavant, que les prévisions officielles tablent sur une contraction de l’emploi et une forte élévation du chômage dans les années à venir.

• Comme par le passé, **il importe de souligner, s’agissant des prévisions d’effectifs pour l’année 2010, la forte proportion de réponses « stables »** (de 62% à plus de 88%). Celle-ci pourrait témoigner d’une certaine frilosité des firmes interrogées à pronostiquer dans un tel contexte d’incertitudes des évolutions bien difficiles à cerner en termes d’emploi. Elle pourrait également signifier que les entreprises s’estiment à ce stade encore capables de s’adapter aux difficultés conjoncturelles sans devoir licencier. A cet égard, la question se pose de savoir combien de temps les mesures de chômage partiel vont pouvoir jouer leur rôle et soutenir les entreprises dans leurs efforts de maintenir dans l’emploi un maximum de collaborateurs, malgré des carnets de commandes déprimés.

1. Investissements : les difficultés de financement et la chute de confiance inhérentes à la crise en 2009 prendraient-elles fin en 2010 ?

• L’analyse des tendances à l’investissement privé est cruciale pour un pays comme le Grand-Duché dans la mesure où cet indicateur économique constitue, pour toutes économies de petite taille, très ouvertes et très intégrées eu égard aux facteurs de production et aux marchés étrangers, un outil d’analyse du dynamisme économique, même si, pour les raisons invoquées, il a également la caractéristique d’être relativement volatil.

• Comme les indicateurs afférents le laissaient pressentir dans l’enquête EES2009, l’investissement des entreprises aura connu en 2009 un important ralentissement. Concernant l’indicateur relatif à **l’évolution des investissements au cours de l’année qui se termine,** si le taux global de réponse « en hausse » diminue quelque peu en un an (de 29,2% à 22,1%), il est surtout remarquable le fait que **le taux de réponse « en baisse » a presque doublé sur la même période** (de 16,2% à 31%). C’est donc le pessimisme grandissant qui a fait s’infléchir la balance afférente, laquelle est devenue négative (variation de +13 points à -8,9 points). Ladite balance est structurellement en diminution depuis 2007. Il faut de surcroît noter que la dégradation de la balance vaut pour les secteurs industriel et des services, avec un pessimisme plus prononcé pour le secteur des manufactures (-14,8 points pour le premier, -6,1 pour le second).

• Seules 20,1% des entreprises avaient en 2009 **l’intention d’accroître leurs investissements.** Elles sont un an après en proportion à peine plus à penser pouvoir le faire en 2010 (21%). En combinant ce taux de réponses « en hausse » avec le taux de réponse « en baisse », à savoir 20,5% ou juste un peu plus en rapport que les 20,3% de fin 2008, il apparaît une balance d’optimisme de 0,5 point, c'est-à-dire pas tellement différente de la balance afférente de EES2009, en l’espèce -0,4 point. Ainsi, par rapport à des années plus fastes du point de vue conjoncturel, ces résultats n’incitent pas du tout à la confiance et ne peuvent être considérés comme encourageants.

1. Climat des affaires: le pessimisme reste de rigueur pour 2010, même si une lueur de confiance subsiste

• Si les signes de reprise demeurent extrêmement timides, il y a lieu de penser qu’un retournement de tendance est en train de s’opérer depuis le 2e semestre 2009, compte tenu notamment des réévaluations successives à la hausse des rythmes de croissance, après un premier semestre 2009 qui laissait peu de doute au départ sur l’intensité extrême de la récession à laquelle il fallait s’attendre pour l’ensemble de l’année 2009. De ce point de vue, **les résultats de l’enquête Eurochambres relative au climat des affaires des entreprises au cours de l’exercice 2009 corroborent dans une large mesure le scénario de récession au cours de cette année.**

• La situation macroéconomique nationale s’est grandement dégradée, particulièrement à compter de l’automne 2008. L’enquête EES2010 confirme la tendance précitée puisque l’indicateur de résultats concernant l’environnement des affaires a chuté encore davantage en 2009 (-28,7 points), et ce en raison de l’accroissement de la part des d’entrepreneurs évaluant négativement l’évolution dudit environnement (de 41,5% à 62,7%) et de la diminution de la part des entreprises jugeant que le cadre des affaires luxembourgeois s’est amélioré (de 13,1% à 5,6%).

• **Les balances ayant trait aux perspectives pour 2010** sont également négatives, exprimant ainsi aussi un pessimisme réel, mais largement en deçà de celui traduit par les balances équivalentes de l’enquête EES2009. L’indicateur global passe en un an de -42,7 points à -16,1 points, ce qui représente une amélioration sensible. Il faut du reste noter que cette tendance concerne les secteurs manufacturiers et des services, avec tout de même l’expression d’un plus grand pessimiste dans le secteur de l’industrie (-24,5 points contre -12,1 points).

• Il semble que les entrepreneurs s’attendent à un environnement des affaires plus favorables en 2010. En effet, en premier lieu, **le niveau absolu des indicateurs, certes toujours négatif, atteint malgré tout des valeurs moins catastrophiques que dans l’enquête réalisée douze mois plus tôt**. Ainsi, les soldes en termes d’anticipations pour 2010 sont meilleures que celles pour 2009, et ce quel que soit la distinction faite au sein de l’échantillon. Par exemple, concernant le secteur de l’industriel (produits métalliques), les balances sont de -65,8 points pour les prévisions 2009 et de -22,2 points pour celles relatives à 2010. Plusieurs **balances de prévisions pour 2010 atteignent des valeurs positives** : +3,8 points pour le secteur « autres industries manufacturières », +10 points s’agissant des firmes du secteur de la finance en particulier, +9,3 points pour les entreprises de 500 à 999 personnes, pour ne citer que ces exemples. Même si la prudence prévaut dans l’appréciation de l’environnement économique, les entrepreneurs ne semblent pas prévoir *a priori* de dégradation du cadre des affaires.

1. Degré d’utilisation du commerce électronique : ce moyen de commercialisation semble reculer dans la pratique, mais cela dépend surtout de la taille des entreprises

• **Les entreprises réalisant une partie de leur chiffre d’affaires par le biais électronique sont largement moins nombreuses que celles qui n’ont pas recours au commerce électronique** pour réaliser leurs activités : la proportion y relative est de 15,7% dans la présente enquête, c'est-à-dire un point de moins que l’année précédente. L’évolution de ce chiffre est à considérer sur le moyen terme puisqu’il y a lieu d’observer que le chiffre poursuit une diminution lente et continue depuis plusieurs années. Il est clair que la crise économique n’y est pas pour rien, ne serait-ce qu’à travers son aspect « crise de la demande », lequel interfère évidemment sur les activités nationales et d’exportations qui se prêtent traditionnellement au recours au commerce électronique.

• Parmi l’ensemble des entreprises interrogées, il convient de noter que **ce sont les plus petites en termes d’effectifs qui ont vu diminuer le recours au commerce électronique pour réaliser leur chiffre d’affaires. Ainsi, en termes de poids économique, la pratique du commerce électronique ne s’effrite pas tant que cela car les grandes entreprises, fortement contributrices en valeur ajoutée, ont en grand nombre recours aux technologies liées au commerce électronique**. Les entreprises de 100 à 249 personnes voient à l’inverse leur proportion de recours à ce type de canal commercial bondir de presque 6 points de pourcentage (de 27% à 32,9%, tandis que les entreprises les plus grandes (plus de 1000 salariés), certes qu’au nombre de 4 dans l’échantillon, obtiennent un score en la matière de 28,8%, au lieu de 14,4% lors de la précédente enquête.

• Toutes entreprises confondues, il faut souligner **une évolution dans les types de recours au commerce électronique.** Ainsi, la pratique du business to business (B2B) semble s’essouffler quelque peu (de 28,4% fin 2008 à 26,7% fin 2009), contrairement à celle du business to consumer (B2C) qui progresse légèrement (de 30,9% dans EES2009 à 31,2% dans EES2010). Il faut du reste noter que **la pratique concomitante de ces deux types de commerce électronique progresse également pour atteindre 42,2% dans la présente enquête**.

**Evolution des différents indicateurs**

Chiffre d’affaires total : un effondrement en 2009, auquel pourrait faire suite une reprise encore incertaine en 2010



**Emploi : une reprise en matière d’emploi n’est pas envisageable en 2010. La plupart des entrepreneurs s’attendent malgré tout à une stabilité de leurs effectifs**



**Investissements : les difficultés de financement et la chute de confiance inhérentes à la crise en 2009 prendraient-elles fin en 2010 ?**



**Climat des affaires: le pessimisme reste certes de rigueur pour 2010, même si une lueur de confiance subsiste objectivement**



1. Comme l’indique la méthodologie générale de l’enquête (voir en fin de document), les entreprises qui font l’objet de l’étude sont réparties selon le code NACE (données de janvier 2009). Au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d’un côté (codes A, B, C et G), des services de l’autre (codes D, E et F), sont répertoriés sept catégories d’activité comme suit :

Code A : « fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport » ;

Code B : « autres industries manufacturières » ;

Code C : « construction » ;

Code D : « vente en gros et détail, réparations, hôtels restaurant » ;

Code E : « transport, entreposage et communication » ;

Code F : « médiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services » ;

Code G : « autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) ». [↑](#footnote-ref-1)